



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 06/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/02/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société SIBELCO GREEN SOLUTIONS

Zone industrielle du Hode
Parc Rudologique des Alizés

76430 ST VIGOR D'YMONVILLE

Références : 20230201_VI_SIBELCO_incident

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/02/2023 dans l'établissement Société SIBELCO GREEN SOLUTIONS implanté Zone industrielle du Hode - Parc Rudologique des Alizés 76430 ST VIGOR D'YMONVILLE. Cette partie « Contexte et constats est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'incident survenu le 01/02/2023 : une déflagration a eu lieu dans le broyeur derrière la cabine de tri. Elle a répandu un épais nuage de fumée et de poussière blanche. Cet événement s'était déjà produit à trois reprises durant la semaine précédente.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société SIBELCO GREEN SOLUTIONS
- Zone industrielle du Hode -Parc Rudologique des Alizés 76430 ST VIGOR D'YMONVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0005801437
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non seveso
- IED : non
- Activité : Traitement de déchets de verre

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite suite à incident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration des incidents et accidents	Arrêté Préfectoral du 23/02/1998, article 2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis le 01/02/2023, l'exploitant sépare les lots de verre à trier par camion et procède à un examen visuel plus fin avec un opérateur de tri supplémentaire. Le but est d'identifier le camion qui amène le produit incriminé et de lui interdire ensuite l'accès au site tant que des investigations n'ont pas permis d'identifier le déchet explosif mis en cause.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des incidents et accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/1998, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration des incidents et accidents
Prescription contrôlée : Les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 doivent être déclarés dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées conformément aux dispositions de l'article 38 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977.
Constats : Les 25, 26 et 30 janvier, trois déflagrations ont eu lieu dans le broyeur situé derrière la cabine de tri. Ces incidents ont fait vibrer la tour et ont été ressenties jusque dans la cour de l'usine. Il n'y a pas eu de blessé d'après l'exploitant. Les déflagrations ont répandu un épais nuage de fumée et de poussière blanche. Des trieurs différents, sensibilisés sur les matières explosives, n'ont rien détecté avant les incidents, ce qui laisse à penser à un contenant en verre et non un aérosol ou engin explosif. L'après-midi du 1er février 2023, une quatrième déflagration s'est produite dans le broyeur du site. L'exploitant a alerté le SDIS qui s'est rendu sur site et a fait des mesures dans l'air (paramètres mesurés : sulfure d'hydrogène, monoxyde de carbone, ammoniac et explosimétrie). Ces mesures n'ont rien révélé. Après avoir été averti par l'astreinte DREAL, l'inspection s'est rendue sur site. Il n'y avait plus de panache de fumée. L'exploitant ayant levé l'hypothèse d'un problème mécanique du broyeur, celui-ci était en fonctionnement au moment de la visite. Le dernier compte-rendu APSAD Q18 sur la conformité des installations électriques date du 05/09/2022 et ne relève pas de non-conformité susceptible d'entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant pense que la détonation est probablement liée au broyage d'une bouteille contenant un produit chimique particulier qui ne devrait pas s'y trouver, SIBELCO ne traitant que des déchets de verre issus des ménages et non d'artisans ou d'industriels. L'exploitant émet l'hypothèse suivante : « Des contenants de matières dangereuses qui ne ressemblent pas à des engins explosifs (grenades...) peuvent être disséminés dans le verre. Ces contenants sont probablement en verre (non retirés au tri manuel), pleins (donc bouchonnées, lourdes et intactes). » L'exploitant a également élargi la liste des éléments suspects aux batteries de vapoteuses. Depuis le 01/02/2023, l'exploitant sépare les lots de verre à trier par camion et procède à un examen visuel plus fin avec un opérateur de tri supplémentaire. Le but est d'identifier le camion qui amène le produit incriminé et de lui interdire ensuite l'accès au site tant que des investigations n'ont pas permis d'identifier l'émetteur du déchet explosif. <u>Demande n°1 :</u> l'exploitant informera l'inspection concernant les investigations menées pour identifier la provenance du produit causant les détonations au niveau du broyeur. Les consignes données au personnel en cas de nouvelle explosion sont : <ul style="list-style-type: none">• appel des pompiers au 18,• évacuation de la cabine de tri par la porte opposée à celle permettant l'accès au broyeur,• port du masque chimique.
Type de suites proposées : Sans suite